



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC N°2025-17

Établi en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019
(ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande
publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la
commande publique)

MARCHÉ PUBLIC

**FABRICATION, LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET PRESTATIONS
ASSOCIÉES D'UNE PLATEFORME ROBOTIQUE DE TRAITEMENT NUMÉRIQUE
AUTOMATISÉE POUR LA RECHERCHE ET LA DÉTECTION DE TRACES BIOLOGIQUES
AU PROFIT DE L'INSTITUT DE RECHERCHE CRIMINELLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE (IRCGN) AU SEIN DU PÔLE JUDICIAIRE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE A PONTOISE (95)**

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 15 pages numérotées de 1 à 15

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 - Objet de la consultation.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement du marché.....	4
1.4 - Organisme responsable du marché.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
2.1 - Pièces particulières.....	4
2.2 - Pièces générales.....	4
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
4.1 - Définition des prestations.....	5
4.2 - Délais d'exécution.....	5
4.3 - Difficultés – problèmes.....	5
4.4 - Conditions d'exécution.....	5
4.5 - Défaillance.....	5
4.6 - « Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires».....	6
ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....	6
5.1 - Vérification quantitatives et qualitatives.....	6
5.2 - Décision après vérification.....	6
5.2.1 - Admission.....	6
5.2.2 - Réfaction.....	6
5.2.3 - Ajournement.....	6
5.2.4 - Rejet.....	6
5.2.5 - Transfert de propriété.....	6
ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....	7
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	7
7.1 - Unité monétaire.....	7
7.2 - Forme des prix.....	7
7.3 - Contenu des prix.....	7
7.4 - Contrôle des prix.....	7
ARTICLE 8 - PÉNALITÉS.....	7
8.1 - Calcul des pénalités.....	7
8.2 - Prolongation des délais de livraison.....	8
8.3 - Exclusion des pénalités.....	8
ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE.....	8
9.1 - Avance.....	8
9.2 - Acompte.....	8
9.3 - Régime des paiements.....	8
ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....	8
10.1 - Facturation.....	8
10.1.1 - Transmission électronique.....	8
10.1.2 - Mentions obligatoires.....	9
10.2 - Certification « service fait ».....	9
10.3 - Paiement.....	9
10.4 - Récusation.....	10
10.5 - Comptable assignataire.....	10
10.6 - Intérêts moratoires.....	10
ARTICLE 11 - CESSION - NANTISSEMENT.....	10
ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....	10

ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 15 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 16 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	12
17.1 - Changement de situation du titulaire.....	12
17.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	12
17.3 - Travail illégal.....	12
17.4 - Assurance.....	12
17.5 - Mesures de prévention et de sécurité.....	12
17.6 - Traitement des données à caractère personnel (RGPD).....	13
ARTICLE 18 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	13
18.1.1 - Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transports.....	13
18.1.2 - Documentation.....	13
ARTICLE 19 - CLAUSE ÉCONOMIQUE.....	13
ARTICLE 20 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION.....	14
20.1 - Horaires.....	14
20.2 - Obligation de discrétion et de sécurité.....	14
ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	14
21.1 - « Clause relative au recours au médiateur interne ».....	14
21.2 - Saisie de la juridiction compétente.....	15
ARTICLE 22 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS.....	15
ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fabrication, la livraison, l'installation, la mise en service et les prestations associées d'une plateforme robotique de traitement numérique automatisée pour la recherche et la détection de traces biologiques au profit de l'Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale (IRCGN) au sein du Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale à Cergy Pontoise (95). Les prestations accessoires comprennent l'assistance technique, la garantie, la formation et la documentation correspondante.

L'objectif de ce marché est donc de fabriquer une plateforme robotique automatisée qui permettrait d'optimiser et de standardiser l'utilisation des outils multi-spectraux en dotation au sein de la DCBG.

Le présent marché est passé suivant la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 38000000-5 → Équipements de laboratoire, d'optique et de précision

1.3 - Allotissement du marché

Le marché n'est pas alloti.

1.4 - Organisme responsable du marché

Le Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale – Bureau Appui Opérationnel – Section des Marchés Publics agit en qualité de R.P.A en particulier pour toutes les formalités suivantes :

- notification du marché,
- établissement des avenants,
- décompte des pénalités,
- résiliation du marché.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par ordre de priorité décroissante, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- ◆ l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes (annexe financière – calendrier de réalisation des prestations) ;
- ◆ le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- ◆ l'offre technique.

2.2 - Pièces générales

- ◆ l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- ◆ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ◆ et toute réglementation actuellement en vigueur.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent marché.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une livraison avant le 17 octobre 2025.

L'installation, la formation et la mise en service se dérouleront dans les jours suivant la livraison.

L'ensemble de l'exécution du marché sera fini pour le 05 novembre 2025.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

4.1 - Définition des prestations

L'équipement se compose :

- d'une structure de la plateforme et d'un système de sécurité ;
- d'un système de déplacement automatique de l'instrument multi-spectral embarqué ;
- d'accès aux fonctionnalités des instruments multi-spectraux embarqués et visualisation en temps réel;
- de l'ensemble des accessoires et premiers consommables nécessaires, l'équipement doit être fonctionnel dès sa mise en service.

Les prestations associées correspondent :

- ✓ à l'assistance technique ;
- ✓ à la garantie de 1 an ;
- ✓ la formation ;
- ✓ la documentation.

4.2 - Délais d'exécution

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une livraison avant le 17 octobre 2025.

L'ensemble de l'exécution du marché sera fini pour le 5 novembre 2025.

4.3 - Difficultés – problèmes

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent marché sont communiquées dès leur survenance au RPA ou son représentant par écrit (lettre, courriel...).

4.4 - Conditions d'exécution

Les prestations demandées sont décrites dans le CCTP.

4.5 - Défaillance

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

4.6 - « Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires »

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

5.1 - Vérification quantitatives et qualitatives

Les vérifications quantitatives s'effectuent à compter de la réception des fournitures pour l'admission des prestations. Ces vérifications se déroulent au sein de l'Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS «déroulement des opérations de vérification qualitatives», elles seront réalisées par les équipes du titulaire suivant ses standards.

5.2 - Décision après vérification

5.2.1 - Admission

Par dérogation à l'article 30-1 du CCAG/FCS, la décision d'admission de l'ensemble des équipements est validée à l'issue de la réussite de la mise en service (article 6 du CCTP).

5.2.2 - Réfaction

Par dérogation à l'article 30-3 du CCAG/FCS, aucune admission avec refaction ne peut être prononcée.

5.2.3 - Ajournement

Application stricte de l'article 30-2 du CCAG/FCS.

5.2.4 - Rejet

Application stricte de l'article 30-4 du CCAG/FCS.

5.2.5 - Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

Les prestations effectuées par le titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché sont garanties contre tous vices de fabrication ou défaut tenant notamment à la sécurité des matériels.

En cas de vice caché ou défaut, le R.P.A. se réserve le droit de résilier le marché, d'exiger le recommencement de la prestation ou de faire réaliser la partie inexécutée du marché aux frais du titulaire.

En cas de panne ou de dysfonctionnement trouvant sa cause dans l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à remplacer ou remettre le matériel en état, à ses frais.

Le détail des garanties est décrit dans le CCTP à l'article 5.2.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

7.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

7.2 - Forme des prix

Les prix sont :

- forfaitaires pour l'ensemble des équipements, et les prestations associées ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part) - TVA à 20 % ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres (soit Juin 2025).

7.3 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées au CCTP ;
- tous les matériels, produits et accessoires relatifs aux prestations à effectuer ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure ;
- toutes charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation ;
- les frais de transports éventuels, frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de ce marché.

7.4 - Contrôle des prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

ARTICLE 8 - PÉNALITÉS

8.1 - Calcul des pénalités

Compte tenu de l'objet du marché, de l'obligation de résultats, outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance ou retard, sont calculées comme suit :

$$P = V \times R / 1000$$

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée (prix de règlement des prestations en retard)

R = nombre de jours de retard

8.2 - Prolongation des délais de livraison

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, et pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une prolongation du délai d'exécution, il doit se conformer aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS. Il lui appartient de signaler au RPA, avant l'expiration des délais contractuels, les causes qui n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché.

8.3 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le commandant du PJGN (Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale) ou son représentant toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE

9.1 - Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique en vigueur, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement) le versement d'une avance d'un montant de 30 %.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

9.2 - Acompte

Application des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique en vigueur.

9.3 - Régime des paiements

Application des articles R. 2191-23 à R. 2191-26 du code de la commande publique en vigueur.

ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

10.1 - Facturation

10.1.1 - Transmission électronique

Dans le cadre de la modernisation de l'État, l'administration a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures. **Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous format électronique s'impose depuis le 1^{er} janvier 2020 à l'ensemble des catégories d'entreprises des titulaires ainsi que les sous-traitants**

(des grandes entreprises aux microentreprises).

Par conséquent, toute facture en format papier envoyée directement à tout service d'administration centrale de la gendarmerie nationale sera rejetée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions suivantes :

- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;

- de l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact / rubrique « nous contacter »

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État. Celui-ci doit être priorisé par rapport à tout autre mode de transmission.

10.1.2 - Mentions obligatoires

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

Au titre du code général des impôts¹ :

- Date de facture
- Numéro d'Identifiant unique de la facture
- Raison sociale et adresse
- SIRET ou, à défaut, SIREN
- Montant TTC et HT
- Taux de TVA appliqué et montant
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir

1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI

ET

Pour le traitement de votre facture :

- **La référence de l'engagement juridique** (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) sur la lettre de notification du marché (le cas échéant).
- **Le code du service exécutant (*) (code SE / MI0PTF1075)**
Ce code service exécutant ne comprend que des zéros et aucun o (y compris dans MI0PTF1075...)
- la date de livraison (**obligatoire**)

(*) Ce numéro permet à l'organisme payeur concerné (**CPFi**) d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.

10.2 - Certification « service fait »

Le procès-verbal d'admission établi par le service prescripteur (**PJGN**) vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

10.3 - Paiement

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Celui-ci est effectué par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

10.5 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Contrôleur budgétaire et Comptable ministériel
Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

10.6 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

ARTICLE 11 - CESSION - NANTISSEMENT

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 à R. 2191-61 du code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas acceptée dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 38 à 43 du CCAG/FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 15 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – **section marchés des marchés publics** – par courriel (smp.bao.pjgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Le R.P.A. (smp.bao.pjgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr) est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché.

L'interlocuteur privilégié du titulaire du marché pour tous les aspects techniques relatifs aux prestations est :

Colonel Sylvain HUBAC ou Colonel Francis HERMITTE

☎ 01.78.47.33.20

@ : dcbg.ircgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Adresse :

PJGN

Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale

Division Criminalistique Biologie Génétique

Plot 1 – 2ème étage

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

17.1 - Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du marché nécessitent la passation d'un avenant.

17.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Application stricte de l'article 6 du CCAG/FCS et de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

17.3 - Travail illégal

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

17.4 - Assurance

Le titulaire justifie dans le mois suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, de l'administration, des matériels et bâtiments en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

17.5 - Mesures de prévention et de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les règles de l'hygiène et de la sécurité du travail et particulièrement les spécifications du protocole de sécurité. Celui-ci sera réalisé en concertation avec le chargé de prévention du site, conformément à l'instruction n° 300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998.

17.6 - Traitement des données à caractère personnel (RGPD)

Préambule – précisions terminologiques

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) du présent marché et le sous-traitant est le titulaire du marché.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement des données à caractère personnel définies ci-après.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le RPA pourra mettre à la disposition du titulaire les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement de ses agents ou de leurs interlocuteurs. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent marché et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le RPA de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Cet article déroge à l'article 5.2.3 des CCAG-FCS rendu obsolète par l'entrée en vigueur du RGPD.

ARTICLE 18 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

18.1.1 - Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transports

Dans le but de limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) produites dans le cadre des activités du présent marché, le RPA accorde une attention particulière à toutes les actions mises en place par le titulaire pour limiter ces émissions.

En matière de livraisons et de déplacements, le titulaire s'engage à privilégier les transports les moins émetteurs de GES.

18.1.2 - Documentation

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) ou à défaut sur supports en papier recyclé ou ecolabelisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

ARTICLE 19 - CLAUSE ÉCONOMIQUE

Le titulaire transmettra au RPA, une attestation sur une garantie matérielle de fourniture des pièces détachées pendant 10 ans à compter de la date d'installation. L'optimisation de l'usage d'un produit

contribue à une économie circulaire.

ARTICLE 20 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION

20.1 - Horaires

Le site du Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale situé à Pontoise est une enceinte militaire. Par arrêté du 6 mars 2018, les locaux ont été classés en zone protégée dont l'accès est soumis à des mesures de sécurité renforcées, conformément à l'article 5.3 et suivant du C.C.A.G./F.C.S.

Conformément à l'article L114-1 du code de la sécurité intérieure, l'autorisation d'accès à la zone protégée du PJGN peut être précédée d'enquêtes administratives destinées à vérifier que le comportement des personnes physiques ou morales intéressées n'est pas incompatible avec l'exercice des fonctions ou missions envisagées.

Avant toute intervention, le titulaire fera parvenir les pièces d'identité des personnels appelés à pénétrer dans cette enceinte ainsi que l'immatriculation du véhicule ou le nom du transporteur.

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses préposés le règlement applicable :

- les horaires d'accès (du lundi au vendredi, sauf les jours fériés, de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00) ;
- le contrôle du contenu du véhicule ;
- le code de la route (vitesse réduite à 20km/h, stationnement sur les emplacements prévus, etc)
- le port du badge apparent obligatoire ;
- L'interdiction de laisser des colis sans surveillance sous peine de destruction.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

Les véhicules peuvent être soumis à un contrôle de sécurité (contenu). Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion du site sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

20.2 - Obligation de discrétion et de sécurité

Une obligation de discrétion est imposée aux membres du personnel de la société ayant eu accès aux informations qu'ils ont recueillies à l'occasion des études menées dans le cadre de la consultation et de l'exécution de leurs prestations sur les lieux d'intervention.

ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

21.1 - « Clause relative au recours au médiateur interne »

« Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

*M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur
place Beauvau
75800 Paris Cedex 08.*

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels. »

21.2 - Saisie de la juridiction compétente

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce marché :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE

2-4 bd de l'Hautil

BP 30322

95027 CERGY PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 22 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes et toutes taxes comprises (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) comprenant tous les frais liés à l'importation et au transport à destination.

Il acquitte, lui-même, la taxe exigible au titre de la livraison par son représentant fiscal en France.

A cet effet, la raison sociale de la société et le nom de son représentant fiscal en France doivent figurer en qualité de destinataires sur la déclaration d'importation ou sur les autres documents justificatifs.

Résiliation :

Sera considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Numéro d'article dérogeant au CCAG/FCS	Numéro d'article du CCAG/FCS
Article 6.1 Vérification quantitatives et qualitatives	article 29
Article 6.2.1 Admission	article 30-1
Article 6.2.2 Réfaction	article 30-3